

L'« allocation universelle », bleu je veux

PARTIS Georges-Louis Bouchez déboule au MR avec l'idée d'une allocation pour tous

- « 1.000 euros par mois... Une alternative à la crise de l'emploi, au pouvoir des syndicats, un changement de société »...
- Le parlementaire vise le Manifeste libéral de 2016.
- Vif débat devant...

Les politiques explorent, c'est le temps des idées un peu martiennes, mais pas sans vie pour autant. Après la désignation d'élus par tirage au sort, récemment, (re)voilà, sur un autre registre, le projet d'une allocation universelle. Qui, pour ajouter à l'effet de surprise, déboule côté droit, bleu, libéral, pas forcément où on l'attendait.

Georges-Louis Bouchez s'exécute. En franc-tireur mais pas isolé, à 29 ans mais pas téméraire : « *Je vais soumettre l'idée au parti en vue de notre congrès idéologique coaché par Richard Miller, qui aboutira fin 2016. Certains vont dire que c'est une idée de gauche, ce qui est faux : elle n'est ni de gauche ni de droite, elle est juste de nature à faire bouger les lignes, les clivages traditionnels. On est dans le processus de débats ouverts au sein du MR, auquel je prends part de cette manière, tout simplement.* » Tout simplement, et en parfait libéral. Car Georges-Louis Bouchez recadre : « *Je suis fondamentalement libéral, et cette idée est dans le ton, à commencer par ceci : quel sens cela a-t-il d'obliger les gens à faire des boulots alimentaires, à les pousser vers un emploi occupationnel ? Il faut permettre aux individus de retrouver, s'ils le souhaitent, leur autonomie, leur liberté. C'est éminemment libéral, ça !* »

Et « ça » tombe à pic, à entendre le parlementaire wallon, par ailleurs échelon montois des Finances (en coalition avec le PS, dans l'exécutif Di Rupo), puisque, de surcroît, « *compte tenu des progrès techniques et technologiques, ajoutez l'évolution démographique, on ne retrouvera pas le plein-emploi, loin de là, les boulots d'exécution vont disparaître dans bien des domaines, à faible qualification, ainsi que des emplois plus*

intermédiaires... On ne peut pas nier la réalité, il faut anticiper ».

D'où l'allocation universelle. Georges-Louis Bouchez « lance le débat », selon l'expression. « *Ce n'est pas une proposition structurée, pas encore, mais le but ici est qu'on y réfléchisse, afin de la voir figurer au programme du MR, en tout cas dans le nouveau Manifeste libéral fin 2016.* » En attendant, Georges-Louis Bouchez évoque « *une allocation de base de 1.000 euros inconditionnels, du net évidemment, pour tous, que l'on travaille ou pas, que l'on vive seul ou pas, qui remplacerait toutes les autres aides sociales, du chômage à la pension, accordée à partir de 18 ans, et libre à chacun d'ajouter du revenu à ce montant, tout cela reste à discuter, mais c'est une base*

de réflexion et de travail, me semble-t-il. » En cela, l'élu libéral se revendique, dit-il, de « *l'école Roland Duchâtelet* », du nom du fondateur du parti Vivant jadis, avec lequel il a coorganisé une conférence-débat mercredi dernier, à Mons, avec Jean-François Tamelini (FGTB), Didier Paco (Union wallonne des entreprises), Edward Rossens (chief economist à la FEB), Philippe Defeyt (Ecolo, président du CPAS de Namur).

« Nous gagnons la bataille des idées »

« *Je ne vois que des avantages, prolonge le parlementaire MR, cinq au moins : 1 - On supprime d'un coup la fraude sociale ; 2 - On allège les administrations publiques qui gèrent les aides sociales de toutes sortes, un maquis, une armée de fonctionnaires ; 3 - On détourne du marché de l'emploi productif toutes celles et ceux qui ne veulent pas y prendre part ; 4 - On valorise tout l'apport social, sociétal de toute une série de gens, au-delà du circuit productif, je pense au bénévolat, aux personnes qui veulent s'occuper de leurs enfants, se consacrer à une activité artistique, etc. ; 5 - On anticipe la raréfaction du travail, due à la mécanisation, aux nouvelles technologies.* »

Le risque d'une relégation-prolétariation d'une couche de la population ? « *La prolétariation, on y est, le chômage de masse crée des citoyens de seconde classe, pendant qu'une masse de gens tra-*

vailent sans aucun intérêt, sans autonomie. En plus, si vous n'êtes pas dans le

système productif, vous ne servez à rien, c'est l'idée dominante... Il faut sortir de ces contradictions. » Le risque, encore, d'une déstructuration du modèle social ? « *On passe à autre chose, en effet ; il faut réduire la machine administrative, et le rôle institutionnel des syndicats.* »

Financement de l'opération ? « *La sécurité sociale pèse 75 milliards, c'est intenable dans le contexte que j'ai décrit.* » Le bleu idéologise à la fin : « *Avec l'économie de marché, les libéraux ont imposé leur modèle à tous, qui n'est plus contesté à gauche. Et là, avec l'allocation universelle telle qu'elle est décrite ici sommairement, les libéraux, encore eux, feraient un nouveau grand pas en avant dans la bataille des idées...* » Pas moins. ■

DAVID COPPI

LOCALISATION

Les partis s'interrogent : idée de gauche ou idée droite ?

Idee de gauche (certains renvoient à... Karl Marx, le dépassement du salariat et de la société capitaliste !) ou idee de droite ? L'allocation universelle (ou revenu de base, ou revenu de vie : les appellations fusent, plus sûres que le contenu, variable selon les interlocuteurs) représente-t-elle, dans son principe au moins, une alternative utopico-crédible à la crise de l'emploi, plus largement à l'épuisement du modèle économique ? Les écolos - inspirés notamment par le philosophe Philippe Van Parijs - sont tentés d'y croire : ils balancent, ils s'engagent eux aussi dans un processus de débats internes à caractère idéologique et le débat sur l'allocation figurera en bonne place. Le PS est plus méfiant, voire carrément hostile : on ne réduit pas les inégalités, on accroît la différence de revenus entre allocataires et travailleurs, on pulvérise le système de sécurité sociale, on en passe. Le MR, lui, s'y met : « *Une idée éminemment libérale* », soutient Bouchez. Qui ouvre un sacré débat chez les bleus.

D.CI